

reconquête sociale terrienne. En 1812, en 1878, par deux fois ravie à son peuple, la Bessarabie fut occupée par les fonctionnaires et les propriétaires russes, qui fermaient les écoles, ruinaient les journaux roumains. La réforme agraire de 1918 expropria les grands domaines, de plus de 100 hectares, les partagea entre la plèbe. Ainsi se créait là, comme partout, dans les Balkans, cette classe de petits cultivateurs, cette démocratie rurale, qui est pour l'avenir et l'entente le gage le plus stable, le plus solide. Dès 1920, les grands États de l'Europe occidentale et le Japon reconnurent les nouvelles frontières roumaines, déplacées du Prout au Dniestr. La France, la Grande-Bretagne ratifièrent le traité. Manquait l'adhésion définitive de l'Italie et du Japon, celui-ci ayant au surplus promis de suivre l'avis des puissances européennes.

Le traité italo-roumain du 17 septembre 1926 laissait cette question dans une volontaire pénombre. Alors le fascisme flirtait avec le soviétisme. La lettre adressée par M. Mussolini au général Avérescou promet la ratification du traité de 1920 seulement lorsque celle-ci « pourra se faire sans porter préjudice aux intérêts d'ordre général de l'Italie ». Il y eut en Roumanie une telle émotion devant cette défaillance de la « sœur latine », que fut compromise toute la politique italienne balkanique, visant à faire de la Roumanie — sans trop de vraisemblance au reste — un des trois points d'appui de l'encerclement iougoslave. L'ingénieuse et tenace action pacifique de l'Angleterre décida enfin l'Italie à ratifier le traité signé à Paris le 28 octobre 1920, à reconnaître par conséquent l'union de la Bessarabie au royaume : le 7 mars 1927 l'Italie signifiait aux Soviets